



Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 9 août 2004

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Permis de bâtir, juin 2004 et première moitié de 2004** 2
La valeur des permis de construction délivrés par les municipalités a connu une hausse fulgurante de 27,1 % en juin pour s'établir à 5,3 milliards de dollars, soit un nouveau sommet mensuel qui dépasse le seuil des 5 milliards de dollars pour la première fois. Après la baisse de 8,2 % enregistrée en mai, la valeur record dans le secteur résidentiel combinée à un quasi-sommet dans le secteur non résidentiel ont propulsé la valeur des permis bien au-delà de l'ancien sommet de 4,6 milliards de dollars atteint en juillet 2003.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Enquête de surveillance de l'usage du tabac au Canada, février à décembre 2003 7

NOUVEAUX PRODUITS 9



COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

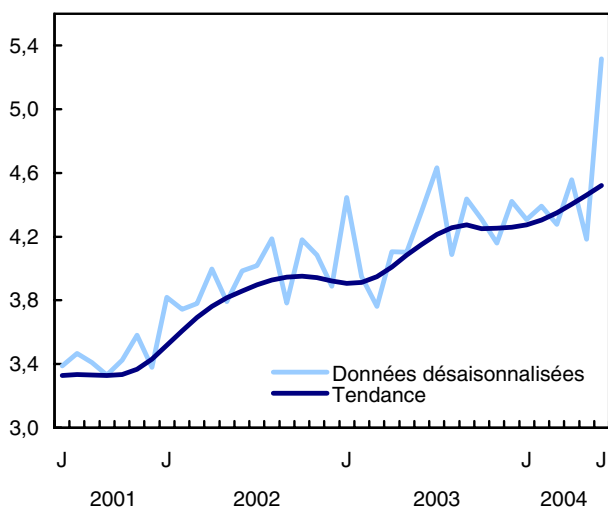
Permis de bâtir

Juin 2004 et première moitié de 2004

La valeur des permis de construction délivrés par les municipalités a connu une hausse fulgurante de 27,1 % en juin pour s'établir à 5,3 milliards de dollars, soit un nouveau sommet mensuel qui dépasse le seuil des 5 milliards de dollars pour la première fois. Après la baisse de 8,2 % enregistrée en mai, la valeur record dans le secteur résidentiel combinée à un quasi-sommet dans le secteur non résidentiel ont propulsé la valeur des permis bien au-delà de l'ancien sommet de 4,6 milliards de dollars atteint en juillet 2003.

La valeur totale des permis a dépassé le cap des 5,0 milliards de dollars

En milliards de dollars



Les constructeurs ont pris un niveau record de 3,4 milliards de dollars de permis de construction résidentielle en juin, soit 24,2 % de plus que lors du mois précédent. Une nouvelle vague de demandes de permis de construction de logements multifamiliaux a permis au secteur résidentiel d'afficher un nouveau sommet et de dépasser la marque des 3 milliards de dollars pour une deuxième fois.

Les municipalités ont délivré pour 1,9 milliard de dollars de permis de construction d'immeubles non résidentiels en juin, soit 32,6 % de plus qu'en mai, un sommet depuis août 1989. La composante commerciale, qui a franchi la barre du milliard de dollars

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 350 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les autres 5 % de la population sont très petites et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

pour une deuxième fois seulement, explique cette expansion.

Durant la première moitié de l'année, les municipalités ont émis pour 27,1 milliards de dollars de permis de bâtir, soit 9,4 % de plus que pour la même période en 2003, qui était une excellente année. La valeur des permis de construction résidentielle émis pendant la première moitié de 2004 s'est élevée à 18,0 milliards de dollars, en hausse de 19,5 % par rapport à la même période l'année dernière. Parallèlement, le secteur non résidentiel a pris du retard sur le rythme record maintenu l'an dernier, la valeur des permis ayant été tout juste supérieure à 9,0 milliards de dollars, en baisse de 6,5 % par rapport à 2003.

Lors de la première moitié de 2004, les municipalités ont autorisé la construction de 120 883 logements résidentiels, dont près de 23 000 en juin seulement, soit le rythme mensuel le plus fulgurant depuis mars 1987. Parmi le total des logements, un peu moins de la moitié étaient des logements multifamiliaux, une hausse marquée lorsqu'on sait que ce secteur occupe traditionnellement le tiers du marché.

À l'échelon régional, Vancouver et Montréal ont jusqu'ici affiché les plus importants gains cumulatifs en 2004. Tandis que ces deux régions expliquent leur croissance par la demande de logements, à Vancouver, c'est le segment multifamilial qui dominait, tandis qu'à Montréal, les logements multifamiliaux et les maisons unifamiliales étaient répartis également. À Toronto et à Hamilton, les replis de la valeur des permis émis pour des projets industriels et institutionnels ont effacé les gains modérés enregistrés dans les autres segments, si bien qu'on y a noté les replis cumulatifs les plus importants.

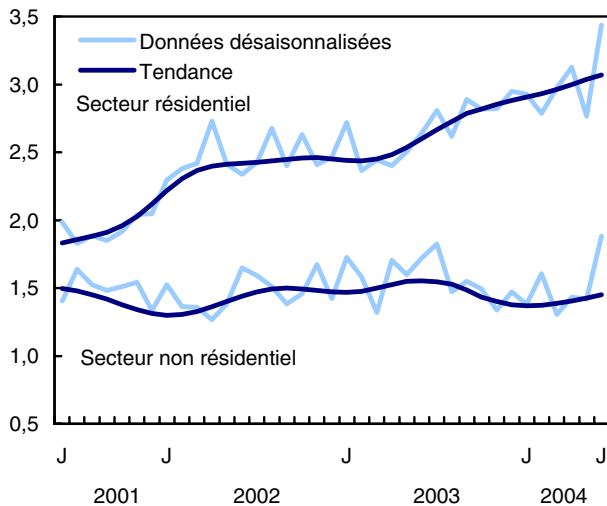
Le secteur résidentiel atteint d'autres sommets

Une vague de demandes de logements multifamiliaux s'est amorcée en juin, les constructeurs ayant pris pour 1,4 milliard de dollars de permis pour ce type de construction, ce qui constitue un sommet. Cette variation représente un bond de 72,5 % par rapport au mois précédent et dépasse l'ancienne marque de 1,1 milliard de dollars établie en avril 2004. La forte demande de logements multifamiliaux à Vancouver a grandement contribué à la croissance explosive observée en juin à l'échelon national.

La valeur des permis pour les logements unifamiliaux a connu une croissance plus modeste de 5,1 % par rapport à mai, étant passée à 2,1 milliards de dollars, soit la deuxième valeur mensuelle en importance après celle enregistrée en décembre 2003.

Fortes augmentations dans les secteurs résidentiel et non résidentiel

En milliards de dollars



Parmi les provinces, la plus importante croissance de la valeur des permis de construction résidentielle a été enregistrée en Colombie-Britannique, où la valeur a crû de près de 80 % pour s'établir à 796 millions de dollars, un nouveau sommet mensuel pour cette province. L'Ontario a également montré un appétit insatiable pour les permis de construction résidentielle en juin, la valeur des permis ayant progressé de 30,3 % pour se fixer à 1,4 milliard de dollars. Par contraste, si, en Colombie-Britannique, ce sont les logements multifamiliaux qui étaient rois et maîtres, en Ontario, ce sont les permis de construction de logements unifamiliaux qui ont constitué les deux tiers de la valeur globale de ce segment. L'Alberta, après avoir affiché

les hausses les plus marquées le mois dernier, a été la province qui a montré le plus important repli en juin.

Le secteur de l'habitation a dicté un rythme particulièrement intense lors de la première moitié de l'année et les gains cumulatifs ont été particulièrement remarquables, compte tenu que 2003 a représenté une année record pour la construction résidentielle. En plus des faibles taux d'intérêt, le Canada a profité d'une situation d'emploi positive, les 25 000 nouveaux postes créés en juin ayant porté les gains à 316 000 depuis août 2003, soit une progression de 2,0 %.

Le rendement constamment à la hausse dans le secteur résidentiel s'est traduit par l'émission de 18,0 milliards de dollars de permis de bâtir jusqu'à maintenant en 2004, une croissance révélatrice de 19,5 % par rapport à l'année dernière. Le segment multifamilial a été le fer de lance de cette hausse, ayant affiché une croissance de 35,4 % pour se fixer à 6,1 milliards de dollars, suivi de près par les logements unifamiliaux, dont la croissance a été de 12,7 % (valeur totale de 11,9 milliards de dollars).

D'un océan à l'autre, la demande de construction résidentielle a fait en sorte que chaque province et territoire a affiché des gains appréciables au milieu de 2004.

Forte demande d'immeubles institutionnels et commerciaux

Un gain important du côté des projets proposés de construction institutionnelle et commerciale a propulsé le secteur non résidentiel à son plus haut niveau depuis août 1989. Les municipalités ont délivré pour un total de 1,9 milliard de dollars de permis de construction non résidentielle, soit 32,6 % de plus que lors du dernier mois.

En juin, la composante commerciale a affiché une troisième progression en 2004, soit un bond de 44,0 % par rapport à mai. La valeur des intentions de construction d'immeubles à vocation commerciale a atteint 1,1 milliard de dollars en juin, ayant excédé le milliard de dollars pour une deuxième fois seulement. Sur l'ensemble des provinces et des territoires, dix ont enregistré une hausse en juin. Toutefois, cette poussée est surtout attribuable à l'augmentation des intentions de construction de bâtiments récréatifs et d'immeubles pour le commerce et les services.

Les intentions de construction dans le secteur institutionnel, qui maintiennent leur tendance à la hausse depuis le début de 2004, ont augmenté de 32,2 % pour s'établir à 528 millions de dollars en juin, à la suite d'une forte augmentation observée dans les catégories des établissements d'enseignement et des immeubles à vocation médicale. L'Ontario a affiché l'augmentation la plus importante, grâce à une hausse de 94,6 % (valeur totale de 256 millions de dollars).

La valeur des permis de construction industrielle a crû de 3,6 % (valeur totale de 294 millions de dollars), à la suite de la hausse des intentions de la catégorie des mines et de l'agriculture. L'augmentation la plus importante de la composante industrielle a été enregistrée en Colombie-Britannique, suivie de près par le Québec.

Selon l'Enquête sur les perspectives du monde des affaires, les prévisions des fabricants en vue du troisième trimestre de 2004 sont plus positives qu'en avril. Les perspectives de production et d'emploi pour le trimestre à venir étaient supérieures et la satisfaction concernant les niveaux actuels des commandes en carnet et des commandes reçues était positive.

Des 28 régions métropolitaines de recensement, 17 ont affiché une augmentation mensuelle de la valeur des permis de construction non résidentielle. La plus importante progression a été observée dans la région métropolitaine de recensement de Toronto et le recul le plus marqué a été enregistré dans la région de Québec.

À l'échelon provincial, la plus importante croissance mensuelle en dollars de la valeur des permis de construction non résidentielle a été enregistrée en Ontario (+44,7 %, valeur totale de 848 millions de dollars), ce qui est surtout attribuable aux projets de construction institutionnelle et commerciale. Par contraste, une forte baisse dans les composantes industrielle et institutionnelle a fait en sorte que l'Alberta a affiché la plus forte baisse en juin (-18,3 %, valeur totale de 173 millions de dollars).

Depuis le début de l'année, les municipalités ont émis pour 9,0 milliards de dollars de permis de construction non résidentielle, en baisse de 6,5 % par rapport à la même période en 2003. La plus importante baisse (en dollars) a été enregistrée dans la composante institutionnelle (-18,5 %). La valeur

des permis a chuté de 14,9 % dans la composante industrielle, tandis que le secteur commercial a été le seul secteur à afficher une croissance par rapport à l'année dernière (+4,8 %).

Jusqu'à maintenant cette année, la valeur des permis de construction non résidentielle a diminué dans 7 des 10 provinces. La plus importante baisse a été enregistrée en Ontario (-14,0 %), surtout en raison de l'importante baisse dans les catégories des usines de fabrication, des immeubles de services sociaux et des établissements d'enseignement. L'Alberta occupait le deuxième rang (-13,2 %), ayant subi les effets des baisses enregistrées dans la catégorie des immeubles à vocation médicale et des bâtiments de transports et de services publics. La Nouvelle-Écosse, le Québec et la Colombie-Britannique sont les seules provinces à avoir affiché une croissance.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008, 026-0010 et 026-0015.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2802.

Le numéro de juin 2004 de *Permis de bâtir*, vol. 48, n° 6 (64-001-XIF, 15 \$ / 156 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Le communiqué sur les permis de bâtir de juillet 2004 sera diffusé le 7 septembre.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec Brad Sernoskie au (613) 951-4646 ou composez sans frais le 1 800 579-8533 (*bdp_information@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Erik Dorff au (613) 951-4901, Division de l'investissement et du stock de capital.

□

Valeur des permis de bâtir selon la région métropolitaine de recensement¹

	Mai 2004 ^r	Juin 2004 ^p	Mai à juin 2004	Janvier à juin 2003	Janvier à juin 2004	Janvier-juin 2003 à janvier-juin 2004
données désaisonnalisées						
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
St. John's	33,6	29,3	-13,0	131,2	179,1	36,5
Halifax	68,2	45,5	-33,3	290,2	305,4	5,2
Saint John	9,3	13,1	41,1	53,8	55,7	3,6
Saguenay	15,7	18,1	15,5	76,9	60,5	-21,3
Québec	149,3	91,4	-38,8	524,2	659,9	25,9
Sherbrooke	18,2	18,0	-0,9	103,1	111,3	7,9
Trois-Rivières	17,5	18,3	4,8	83,8	83,7	-0,1
Montréal	450,6	574,1	27,4	2 435,1	3 117,4	28,0
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	166,9	207,4	24,3	1 112,0	1 069,5	-3,8
Ottawa-Gatineau (partie du Québec)	41,0	64,1	56,3	231,0	260,2	12,6
Ottawa-Gatineau (partie de l'Ontario)	125,9	143,4	13,9	881,0	809,3	-8,1
Kingston	32,5	19,9	-38,8	107,2	102,8	-4,0
Oshawa	55,1	101,2	83,8	511,5	449,1	-12,2
Toronto	698,0	1 074,7	54,0	5 665,9	5 455,5	-3,7
Hamilton	72,6	125,0	72,1	611,2	480,1	-21,5
St. Catharines-Niagara	57,8	38,8	-32,9	230,8	279,5	21,1
Kitchener	76,4	68,5	-10,2	496,0	456,9	-7,9
London	69,9	52,7	-24,7	378,6	423,2	11,8
Windsor	40,1	50,0	24,8	307,4	262,4	-14,7
Greater Sudbury	22,1	7,2	-67,6	49,7	45,0	-9,5
Thunder Bay	7,3	12,5	70,7	48,7	47,1	-3,3
Winnipeg	52,0	104,9	101,8	373,6	367,5	-1,6
Regina	17,4	12,7	-26,7	142,9	107,3	-24,9
Saskatoon	26,2	24,4	-7,0	131,3	121,1	-7,7
Calgary	216,7	202,8	-6,4	1 520,1	1 410,9	-7,2
Edmonton	186,3	167,0	-10,4	839,8	966,1	15,0
Abbotsford	11,5	31,0	170,0	88,9	97,1	9,2
Vancouver	345,0	766,3	122,1	1 660,5	2 623,5	58,0
Victoria	52,9	52,8	-0,2	244,9	268,4	9,6

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaine de recensement.
Nota : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Valeur des permis de bâtir selon la province et le territoire

	Mai 2004 ^r	Juin 2004 ^p	Mai à juin 2004	Janvier à juin 2003	Janvier à juin 2004	Janvier-juin 2003 à janvier-juin 2004
données désaisonnalisées						
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
Canada	4 184,4	5 317,5	27,1	24 722,3	27 036,1	9,4
Résidentiel	2 764,9	3 435,1	24,2	15 073,6	18 012,6	19,5
Non résidentiel	1 419,5	1 882,4	32,6	9 648,7	9 023,5	-6,5
Terre-Neuve-et-Labrador	44,9	40,7	-9,3	185,5	244,0	31,5
Résidentiel	33,1	31,7	-4,2	125,8	188,5	49,8
Non résidentiel	11,7	9,0	-23,6	59,7	55,5	-7,1
Île-du-Prince-Édouard	13,1	17,6	34,4	104,2	88,0	-15,6
Résidentiel	8,1	13,3	63,1	47,6	60,0	26,0
Non résidentiel	5,0	4,4	-12,5	56,6	28,0	-50,6
Nouvelle-Écosse	109,1	106,1	-2,7	509,9	560,0	9,8
Résidentiel	72,7	60,2	-17,2	343,0	362,4	5,7
Non résidentiel	36,4	46,0	26,3	166,9	197,6	18,4
Nouveau-Brunswick	60,2	80,9	34,3	317,1	370,4	16,8
Résidentiel	38,4	39,2	2,1	202,9	256,9	26,6
Non résidentiel	21,8	41,7	91,1	114,2	113,5	-0,7
Québec	944,5	1 078,2	14,2	4 728,8	5 932,4	25,5
Résidentiel	641,1	679,1	5,9	2 868,8	3 860,0	34,6
Non résidentiel	303,3	399,1	31,6	1 860,0	2 072,5	11,4
Ontario	1 623,4	2 199,4	35,5	11 518,6	11 268,0	-2,2
Résidentiel	1 037,6	1 351,5	30,3	6 883,8	7 282,3	5,8
Non résidentiel	585,8	847,9	44,7	4 634,8	3 985,7	-14,0
Manitoba	85,1	147,3	73,1	589,4	561,6	-4,7
Résidentiel	52,0	68,1	30,9	238,2	327,2	37,4
Non résidentiel	33,1	79,3	139,3	351,2	234,4	-33,3
Saskatchewan	76,6	55,0	-28,2	392,2	363,2	-7,4
Résidentiel	35,7	26,4	-26,0	175,3	197,1	12,4
Non résidentiel	41,0	28,6	-30,1	216,9	166,1	-23,4
Alberta	608,4	535,0	-12,1	3 371,8	3 403,1	0,9
Résidentiel	396,0	361,5	-8,7	2 085,6	2 286,9	9,6
Non résidentiel	212,4	173,4	-18,3	1 286,2	1 116,3	-13,2
Colombie-Britannique	581,7	1 046,1	79,8	2 933,4	4 148,6	41,4
Résidentiel	443,4	795,8	79,5	2 075,4	3 152,1	51,9
Non résidentiel	138,3	250,3	81,0	857,9	996,5	16,1
Yukon	27,7	3,9	-85,8	26,0	44,6	71,3
Résidentiel	2,5	3,2	31,6	10,6	16,7	57,7
Non résidentiel	25,2	0,7	-97,2	15,4	27,8	80,7
Territoires du Nord-Ouest	7,8	5,3	-31,4	36,8	35,5	-3,6
Résidentiel	3,3	4,4	33,0	15,6	18,5	19,0
Non résidentiel	4,5	1,0	-78,4	21,3	17,0	-20,2
Nunavut	1,9	1,9	-3,6	8,4	16,6	97,2
Résidentiel	1,0	0,8	-17,5	1,1	4,0	269,7
Non résidentiel	0,9	1,0	11,6	7,4	12,6	71,5

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Nota : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.



AUTRES COMMUNIQUÉS

Enquête de surveillance de l'usage du tabac au Canada

Février à décembre 2003

Le taux de tabagisme chez les adolescents est inférieur à celui de l'ensemble de la population pour la première fois en presque dix ans, selon les derniers résultats de l'Enquête de surveillance de l'usage du tabac au Canada (ESUTC).

Les données indiquent que 18 % des adolescents (15 à 19 ans) ont fait un usage quotidien ou occasionnel du tabac l'an dernier, comparativement à 22 % en 2002. Cette diminution est en grande partie attribuable à la nette évolution des comportements liés au tabagisme chez les jeunes du Québec et de l'Ontario et, plus particulièrement, à un recul des taux de tabagisme chez les garçons au Québec et chez les filles en Ontario.

Dans l'ensemble du Canada, le taux de tabagisme était un peu plus élevé chez les filles que chez les garçons (20 % contre 17 %). Les adolescents qui ont dit avoir le travail comme principale activité l'an dernier présentaient un taux bien supérieur à celui des adolescents aux études (33 % contre 15 %).

En 2003, le taux de tabagisme des personnes âgées de 20 à 24 ans est demeuré invariablement élevé (30 %).

Environ 5,3 millions de Canadiens, soit 21 % de la population de 15 ans et plus, ont déclaré faire usage du tabac en 2003, soit autant qu'en 2002. La Colombie-Britannique est demeurée la province affichant le taux de tabagisme le plus bas (16 %).

Le tabagisme est moins fréquent chez les diplômés d'universités (13 %) que chez les personnes ne détenant pas de diplôme (23 %). On relève des écarts semblables de taux de tabagisme entre les groupes linguistiques, les gens qui parlaient une langue non officielle au foyer étant moins susceptibles de fumer que ceux qui y parlaient anglais ou français. Seulement 12 % des allophones faisaient usage du tabac, comparativement à 22 % du reste de la population.

Il semble y avoir un lien entre l'usage de la cigarette et la consommation de marijuana. Plus de la moitié (53 %) des fumeurs actuels avaient pris de la marijuana plus d'une fois dans leur vie et 6 %, une seule fois.

Ceux qui n'avaient jamais fumé toute une cigarette risquaient bien moins de consommer de la marijuana. En effet, seulement 10 % ont dit en avoir pris plus d'une

fois et 4 %, une seule fois. Un fumeur actuel sur quatre a déclaré avoir consommé de la marijuana dans l'année précédant l'enquête comparativement à seulement un sur 25 chez les non-fumeurs.

Pour la plupart, les fumeurs actuels ont dit avoir tenté de cesser de fumer dans les deux dernières années. Chez ceux qui avaient essayé sans plus et ceux qui avaient renoncé à la cigarette, le moyen le plus fréquemment employé était une réduction du nombre de cigarettes fumées. L'utilisation de timbres de nicotine et la conclusion avec des amis ou avec des parents de pactes de renonciation au tabac venaient ensuite. Si 48 % avaient employé plusieurs méthodes, 18 % avaient cessé de fumer sans préparation ni aide.

Près des deux tiers de ceux qui avaient travaillé dans les 12 derniers mois ont signalé que, dans leur lieu de travail, le tabac était strictement interdit. Le degré de restriction du tabagisme en milieu de travail variait selon les professions. Seulement 31 % des fumeurs travaillant dans l'agriculture ou dans les forêts, les pêches ou les mines ont déclaré que le tabagisme était totalement interdit dans leur milieu de travail comparativement à 80 % des travailleurs professionnels.

Plus de Canadiens croient que la cigarette ne devrait pas être autorisée dans les restaurants et les bars. En 2003, 50 % de ceux qui se sont prononcés sur la question pensaient que le tabagisme ne devrait être accepté nulle part dans les restaurants. En 2002, la proportion s'établissait à 44 %. Les personnes en faveur de l'interdiction totale du tabac dans les bars et les brasseries représentent toujours une minorité, mais cette dernière est passée de 28 % en 2002 à 34 % en 2003.

L'ESUTC, menée par Statistique Canada depuis 1999 pour le compte de Santé Canada, fournit des données à jour, fiables et continues sur l'usage du tabac et des questions connexes. L'objectif de cette enquête est de suivre l'évolution de l'usage du tabac et des quantités consommées, plus particulièrement chez les personnes âgées de 15 à 24 ans, qui sont les plus susceptibles de commencer à fumer. Les données d'avant 1999 sont tirées d'autres enquêtes. Le présent communiqué est fondé sur des données recueillies de février à décembre 2003 auprès d'environ 21 000 répondants. Quant aux données sur la consommation de marijuana, elles proviennent de quelque 11 000 répondants ayant été sondés de juillet à décembre 2003.

**Définitions, sources de données et méthodes :
numéro d'enquête 4440.**

Les données de février à décembre 2003, qui ont été recueillies auprès d'environ 21 000 personnes, sont offertes dans le fichier de microdonnées à grande diffusion *Enquête de surveillance de l'usage du tabac au Canada : fichier de microdonnées* (82M0020XCB, 2 140 \$) qui est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements au sujet des résultats de l'enquête, communiquez avec

Margot Geduld ou avec Carole Saindon au (613) 957-1588 (margot_geduld@hc-sc.gc.ca; carole_saindon@hc-sc.gc.ca), Relations avec les médias, Santé Canada, ou consultez le site Web du Programme de la lutte au tabagisme (<http://www.vivezsansfume.ca/esutc>).

Pour des renseignements concernant le fichier de microdonnées à grande diffusion, communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-3321 ou composez sans frais le 1 800 461-9050 (ssd@statcan.ca), Division des enquêtes spéciales. Télécopieur : (613) 951-4527. ■

NOUVEAUX PRODUITS

Permis de bâtir, juin 2004, vol. 48, n° 6
Numéro au catalogue : **64-001-XIF** (15 \$/156 \$).

Enquête de surveillance de l'usage du tabac au Canada : fichier de microdonnées, février à décembre 2003
Numéro au catalogue : **82M0020XCB** (2 140\$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander les produits par téléphone :

Ayez en main : • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez : **1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez : **1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur : **1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte : **1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet : écrivez à infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catégorie 1 - 501F (Single) 11 (216) (5012) (2004001)

Le Quotidien
Statistique Canada

Le jeudi 4 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** Malgré la chute des dépenses des services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en transport urbain par semaine. Le transport urbain, soit le réseau le plus bas employé au cours des 25 dernières années. 2
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** Au foyer de la croissance de la demande et des emplois, le manque de productivité des entreprises canadiennes en 1996 est, après encore une fois, relativement faible. 5

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice de offre d'emploi, mai 1997 10
- Énergie sur les anticipations à court terme 10
- Ajuste de termes pertinents, septembre 1997 à la 31 mai 1997 11
- Produit intérieur brut, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada / Statistiken Canada / Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.